

La Tunisie livrée au brigandage d'une mafia au service de l'internationale islamiste



La faillite annoncée de la [Compagnie des phosphates de Gafsa \(CPG\)](#) est le symptôme d'un pays à la dérive, livré à la prédation et au brigandage éhonté de bandes de voyous soutenus et financés par les avatars d'obédience islamiste.

*Par Sémia Zouari **



À l'heure où nous assistons à la faillite de ce qui était le fleuron de notre économie, n'oublions pas la répression sanglante de la révolte du bassin minier de Gafsa en 2008, menée en toute impunité par la dictature, du temps où il n'y avait pas de smartphones pour filmer les exactions.

Les richesses nationales prises en otages par des voyous soutenus par les islamistes

N'oublions pas, surtout, qu'en 2015, les Qataris avaient exprimé officiellement, via leur ministre des Affaires étrangères Khalid Al Attiyah, en visite officielle en Tunisie, leur souhait de racheter le Groupe

chimique tunisien (GCT), «dans le cadre des opérations de privatisations», affirmant «qu'ils trouveraient des solutions aux transporteurs par camions et leur rachèteraient leurs véhicules».

Les Qataris avaient également manifesté leur intérêt pour les secteurs gazier et pétrolier, à ce jour otages du brigandage éhonté de bandes de voyous soutenus et financés par les avatars d'obédience islamiste.

Aujourd'hui, ce ne sont pas les Qataris qu'il faut blâmer, qu'il faut accuser de la prédation. Ils sont formés dans les meilleures universités anglo-saxonnes et sont totalement décomplexés vis-à-vis du capitalisme ultralibéral.



Les sit-inneurs d'El-Kamour bloquent la production de pétrole et de gaz au profit de quelles parties, sous le regard bienveillant des islamistes d'Ennahdha ?

L'Assemblée : un cheval de Troie rempli de traîtres

L'ennemi est dans nos propres rangs, jusqu'à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), plombée par des députés dont certains devraient être en prison pour des crimes de droit commun et bénéficient de l'immunité parlementaire à la faveur des failles intolérables d'une loi électorale à réviser.

Un cheval de Troie rempli de traîtres qui usurpent et déshonorent la nationalité tunisienne. Qui sabordent le secteur des phosphates et celui des hydrocarbures, en vue de leur braderie à vil prix. Ils ne sont que les laquais des nouveaux impérialismes...

Verrons-nous, un jour, émerger un homme politique courageux qui viendrait annuler les contrats frauduleux comme celui du Lac Sud de Tunis cédé à Sama Dubai par Ben Ali, soi-disant, au millime

symbolique? Les contrats qui ont ruiné notre pays pour enrichir les politiciens véreux, avides de commissions occultes...

Où est la volonté politique post révolutionnaire de lutter réellement contre la véritable corruption? Celle qui brasse des milliards, au quotidien, par la spéculation, la contrebande, le secteur informel, les trafics mafieux, l'appauvrissement systématique des Tunisiens?

Que pourrait faire Kaïs Saïed pour sortir la Tunisie de l'ornière ?

Il suffirait de se concentrer sur les quelques parrains mafieux qui opèrent au sus et au vu de tous, d'exiger les remboursements des créances douteuses dues à la [Banque franco-tunisienne](#) (BFT) par les «*hommes d'affaires*» dont la liste est connue de tous...

Une action ciblée vaudrait mieux que de continuer à noyer les instances et l'appareil judiciaire par des affaires bidons n'ayant pour seul but que d'éliminer les rivaux et adversaires idéologiques et n'aboutissant qu'à paralyser la justice et accélérer la débandade économique et financière du pays.

Le président de la république Kaïs Saïed pourra-t-il agir dans ce sens? S'entourer d'experts capables de nous sortir de l'ornière. Les Tunisiens sont à bout... La Tunisie aussi...**

* *Ancienne ambassadrice.*

** *Le titre et les intertitres sont de la rédaction*